

Programme commun pour une Agriculture durable



Contributions des Fédérations de Petits Agriculteurs de la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP) (Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, le Mozambique, le Portugal, Sao Tomé et Príncipe)

Manifeste

Pourquoi nous participons à la Rio +20?

Quarante ans après la Conférence de Stockholm et vingt ans après la Conférence de la Terre (Eco 92) les pays du monde entier se réunissent à nouveau au Brésil à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio +20). Jusqu'à présent, nous avons constaté que les problèmes mondiaux de la faim et de la pauvreté se sont aggravés, l'écart entre les riches et les pauvres est de plus en plus grand, les problèmes environnementaux ont augmenté.

Ce paradigme de développement de la nature néolibérale subjugué à la logique du libre-échange a échoué et nous avons besoin de changer de trajectoire! Il faut une inversion dans les politiques globales, régionales et nationales vers un paradigme de développement durable du point de vue social et environnemental. La Stratégie Régionale pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de la CPLP agréé en 2011 semble être capable de contribuer à ce changement de direction car elle place l'accent sur les petits producteurs et le renforcement de la gouvernance pour augmenter la production interne des aliments d'une manière durable du point de vue du droit humain à l'alimentation.

Qu'est ce que nous dénonçons à la Rio +20?

Dans le contexte de la Rio +20, nous manifestons une position ferme contre la façon dont le modèle est proposé par "l'économie verte" et nous appelons l'attention sur les dangers possibles:

- La présumée préservation de l'environnement fondée sur la logique du profit ne va pas résoudre les problèmes de pauvreté ni nous fera atteindre la durabilité des ressources et de l'environnement.
- Le capitalisme vert sous-jacent cette proposition donnera lieu à la privatisation des ressources naturelles et à la conséquente marchandisation et financiarisation, préservant et reproduisant des erreurs du paradigme actuel de développement, en ce moment avec une nouvelle image;
- Au lieu de développement durable, nous verrons une "écologisation du modèle" qui continuera ambitieuse de profits et qui va accentuer la spirale de l'exclusion et la pauvreté dans lequel nous vivons, en particulier pour les pays les plus pauvres;
- Une «économie verte» comme proposé, ne servira qu'à légitimer les politiques actuelles d'exclusion et pour continuer à favoriser les grandes sociétés dans le secteur agricole, alimentaire et de l'énergie;

Qu'est ce que nous demandons de Rio +20?

Face à la faillite totale de l'actuel paradigme de développement qui promeuve l'exclusion de l'agriculture familiale et des petits producteurs et qui aggrave la pauvreté et l'insécurité alimentaire, nous demandons une rupture évidente avec le modèle actuel de développement, notamment:

- La nécessité des politiques agricoles, commerciales et de l'environnement qui favorise les petits producteurs en reconnaissant son importance en termes de développement économique, social et environnemental;
- La nécessité de protéger et de réglementer l'utilisation et la gestion du sol, territoires, eau, graines, animaux et biodiversité, assurant l'accès et la gestion d'une manière juste et équitable pour les communautés locales, en particulier les petits producteurs;
- La nécessité d'assurer l'accès aux marchés par les petits producteurs, privilégiant les circuits courts et directs de commercialisation;
- La nécessité d'assurer la production des produits alimentaires basiques et locaux, en détriment des cultures pour exportation;
- La nécessité d'augmenter les investissements publics dans l'agriculture familiale et d'adopter des mesures de discrimination positive visant à protéger et renforcer les

petits producteurs;

- La nécessité d'un réglage public effective de la production et du commerce des aliments;
- La nécessité de reconnaître explicitement le modèle de production agro-écologique comme une garantie du pilier social et environnemental du développement durable;
- La nécessité d'écarter la brevetabilité des êtres vivants et l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, bien comme l'utilisation de cultures dédiées à la production de biocarburants qui met en question la souveraineté de la sécurité alimentaire;
- La nécessité de reconnaître le droit des peuples à décider et gérer leurs propres systèmes agricoles, alimentaires et environnementales, afin de protéger leurs produits et producteurs, sur la base des principes de la souveraineté alimentaire et du droit humain à l'alimentation;
- La nécessité de renforcer la gouvernance mondiale pour le développement durable et la lutte contre la faim, en reconnaissant les petits producteurs à titre d'interlocuteurs légitimes et essentiels pour la définition des politiques;

Qu'est ce que nous proposons à Rio +20 ?

Pour maintenir la discussion vivante et continuer à se battre pour les positions communes en question et autres, nous avons décidé d'avancer avec la «Plateforme des paysans de la CPLP". Plus précisément, et en vue de la consécration de 2014 - Année internationale de L'agriculture Familiale, nous proposons lutter et travailler ensemble pour:

- Atteindre une définition et la reconnaissance des petits agriculteurs dans le but de l'interlocution et dialogue politique et de définition de l'objet des politiques publiques qui ont un impact sur l'agriculture et la sécurité et la souveraineté alimentaire;
- Exiger que 80% des ressources publics (nationaux, régionaux, mondiaux) investie dans l'agriculture soient directement focalisés vers le soutien des petits producteurs et les exploitations familiales;
- Exiger des politiques, programmes et stratégies de promotion visant l'agro-écologie et une orientation stratégique axée sur les exploitations agricoles familiales et les petites exploitations, ainsi que la régulation effective du «paquet technologique» émergent, associé à la troisième révolution verte;

- Lutter pour la consécration de l'agro biodiversité et des savoirs traditionnels ainsi de l'intérêt public universel et exiger une régulation efficace de l'accès et la gestion durable des sols, de l'eau et d'autres ressources naturelles;

- Exiger l'accès aux marchés locaux par les petits producteurs à travers d'une régulation publique, y compris l'adoption de mesures de protection douanière et de discrimination positive pour promouvoir la production, la transformation et la commercialisation des produits de l'agriculture familiale.

MESSAGE

Nous appelons à l'attention sur la nécessité de renforcer l'alliance globale des petits producteurs et travailleurs ruraux et nous exigeons à l'Organisation des Nations Unies sa reconnaissance comme interlocuteur légitime et essentiel de la discussion politique.



Avec le soutien de :

